

Plus de prévention pour sortir de la crise

LE CONTEXTE ACTUEL de crise économique et de récession peut-il affaiblir la prévention dans les entreprises ? Le directeur général de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail le craint. Il vient de lancer un appel à la raison en rappelant cette évidence que « réaliser des bénéfices à court terme ne sert à rien si cela risque d'engendrer des problèmes à long terme. Tous nos travaux démontrent que plus le lieu de travail est sain, plus il tend à être productif. » Cette logique qui tend à souligner que la prévention n'est pas une charge mais un vecteur de performances globales pour une entreprise, est-elle cependant suffisamment comprise et admise ? Comme M. Jukka Takala, nous n'en sommes pas du tout certains, car nous constatons tous les jours que les efforts de formation et de documentation pâtissent de ce climat délétère que la crise favorise en même temps qu'il aggrave celle-ci. Le directeur général est donc sage quand il s'inquiète et lance une alerte. Il est dans sa mission d'expertise, car peut-on sérieusement croire que l'on passera les obstacles actuels en réduisant les investissements ? Comme en toutes choses, les pratiques de réduction des efforts et défensives sont vouées à l'échec et c'est bien sûr dans une stratégie offensive d'investissements favorisant le développement de fortes capacités individuelles et collectives, que se trouvent les clés du succès.

L'EUROPE est environnée d'économies émergentes dont les capacités de déstabilisation de nos systèmes de production sont grandes. Nous le savons, mais en tirons-nous suffisamment la leçon ? Sommes-nous en particulier, suffisamment convaincus que nous pouvons leur opposer des capacités supérieures sans sacrifier nos valeurs humanistes ? Avons-nous bien conscience que c'est pourtant ce que démontrent tous les jours des entreprises, dans de très nombreux secteurs d'activités ? Qui sont elles ? Des grandes, des moyennes, des petites, qui ont toutes choisi la stratégie de l'offensive, c'est-à-dire de l'investissement. Quand on est soumis à des capacités de concurrence données, on se doit d'acquiescer des capacités supérieures, semblent avoir compris leurs dirigeants. Et ils sont nombreux à le penser, je les rencontre régulièrement. Ils

par Hubert
Seillan

me parlent de dynamique et me disent que celle-ci doit prendre appui et trouver son énergie dans l'adhésion des équipes à des projets et dans le développement des compétences individuelles et collectives des personnels. La formation est pour eux l'un des meilleurs indicateurs de management. Comment croire que cette stratégie peut exclure la santé-sécurité au travail ? Ce serait absurde. Dans la France et dans l'Europe d'aujourd'hui, la force de l'économie tient à la place qu'elle accorde à l'homme et au bon état de santé des salariés. C'est une de nos valeurs communes. Mais en avons-nous suffisamment la conscience ? Je n'en suis pas sûr. Car le modèle de pensée dominant est autre : le social est l'ennemi de l'économie, ce sont des données antagonistes. Ce modèle est bien partagé car il anime aussi bien les milieux patronaux que syndicaux. Il n'en est pas moins absurde.

MAIS IL EST VRAI que les syndicats ont beau jeu de nous opposer maints exemples qui témoignent d'une telle vision destructrice de nos potentialités. C'est pourquoi nous nous sentons si irrités par les pratiques d'apprentis sorciers que les dirigeants de France Télécom ont cru pouvoir mettre en œuvre. Qu'ont-ils eu dans la tête, ces généraux de pacotille, ces Bazaine de salon, ces fonctionnaires égarés dans la gestion d'une multinationale ? Ont-ils sérieusement pu penser qu'en mettant en esclavage leurs personnels, par des pratiques sur lesquelles tout est dit et a été dit, ils donneraient à l'entreprise qui leur a été confiée, les moyens de s'affirmer dans ce monde terrible de la concurrence internationale ? Absurde et ridicule. Mais ce sentiment a encore du mal à s'affirmer chez nos responsables de l'État actionnaire, qui devant l'accumulation des cadavres, compatissent, tergiversent, ergotent, envoient en estafette le directeur général du travail, mais ne décident rien, donnant ainsi, une fois de plus, raison à ce cher Tocqueville qui écrivait il y a cent cinquante ans : « C'est un spectacle qui frappe de voir comme ce gouvernement si envahissant demeure interdit à la moindre résistance et comme alors il s'arrête, il hésite, parlemente, prend des tempéraments et demeure bien en deçà des limites naturelles de sa puissance »*.

* *L'Ancien Régime et la Révolution*, Gallimard, La Pléiade 2004